

Derrière le budget 2015, la crédibilité de la France en question

PAR RICHARD WERLY PARIS

Les efforts de réduction des dépenses publiques peinent à inverser la tendance lourde d'une aggravation des déficits

«Derrière les chiffres de la dette et des déficits, la question est celle de la crédibilité française. Le gouvernement est-il, ou non, capable de remplir les objectifs qu'il s'est lui-même fixés, alors qu'il ne cesse de reculer les échéances?» L'auteur de ce commentaire est un haut fonctionnaire en charge des prévisions à long terme à Bercy, le siège du Ministère des finances. Et le ton employé témoigne de la tension ambiante, à quelques heures de la présentation, ce mercredi matin, du projet de budget 2015, dont le parlement français doit commencer de débattre la semaine prochaine.

Ce projet de budget, qui sera transmis à la Commission européenne le 15 octobre – elle formulera un avis fin novembre – peut-il rassurer les partenaires de la zone euro malgré l'aggravation annoncée du déficit public à 4,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2015? Quelles sont les chances de respecter les objectifs d'un déficit public ramené à 3% en 2017, et d'un retour à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale en 2019? Zoom sur les chiffres et les tendances hexagonales.

Le dérapage se poursuit

Le gouvernement – dont tous les budgets annuels sont en déficit depuis 1974 – a pour objectif d'économiser 50 milliards d'euros sur les dépenses publiques (Etat, collectivités locales et Sécurité sociale) d'ici à la fin 2017. Sur ce total, 21 milliards devraient être confirmés aujourd'hui pour 2015, malgré l'impact de la très faible inflation – qui rend caducs, par exemple, les gains anticipés grâce au gel de l'indexation salariale.

En théorie, les dépenses publiques hexagonales d'ici à 2017 devraient donc être plafonnées à 62 milliards d'euros, au lieu de 112 milliards au rythme d'avant 2014.

La réalité est moins limpide, car la baisse du déficit français enregistrée en 2013 (80 milliards d'euros de juillet 2012 à juillet 2013 au lieu de 85 l'année précédente) a surtout été due... à une augmentation des recettes de 15 milliards d'euros, grâce à la hausse généralisée des impôts.

Or la volonté de diminuer la pression fiscale va se traduire désormais par un sérieux manque à gagner, que la faible croissance de l'économie ne pourra pas compenser. Ceci, tandis que les dépenses de fonctionnement continuent d'augmenter d'environ 2 milliards par an.

Le cas d'école est celui des 5,5 millions de fonctionnaires français. Si les effectifs de la fonction publique nationale baissent légèrement, ceux des hôpitaux, de la police et des collectivités locales ont continué d'augmenter.

Leçon 1: la dépense publique n'est toujours pas maîtrisée.

Territoires trop dépensiers

L'exécutif a enfin décidé de les mettre à la diète. En 2015, la dotation accordée aux collectivités locales (Régions, départements, communes) devrait être amputée de 3,7 milliards d'euros. Mais le problème est que celles-ci représentent toujours 20% des dépenses publiques, et que leur trou budgétaire est passé de 0,7 milliard d'euros en 2011 à plus de 9 milliards en 2013.

Ce décalage entre des dépenses toujours plus importantes et des recettes en baisse (liées à la contraction de l'activité économique) est financé par un taux d'endettement moyen de 92%. Difficile, dès lors, d'imaginer un retournement rapide.

Leçon 2: les collectivités locales, encouragées à soutenir l'investissement, compensent les baisses de crédits par un surendettement.

La Sécu dans l'impasse

Les différents régimes de Sécurité sociale représentent en France 25% du PIB, soit plus que le budget de fonctionnement de l'Etat! Des chiffres intenable, mais très difficiles à inverser.

Le projet de budget transmis lundi à la Cour des comptes prévoit, pour 2014, un déficit d'environ 14 milliards d'euros (contre 16 milliards en 2013) alors que le gouvernement prévoyait de le ramener en dessous de 10 milliards.

Certes, des efforts sont annoncés, comme une économie de 3,2 milliards sur l'assurance maladie, et des économies de 700 millions d'euros sur la politique de la famille via un redimensionnement, par exemple, du système de congé parental.

Le problème est que ces remises en cause pèsent bien peu face aux deux problèmes structurels que sont le déficit du régime général et du Fonds de solidarité vieillesse d'une part, et le déficit de l'assurance chômage, estimé à 4,3 milliards d'euros pour 2014.

S'ajoute à cela le stratagème constitué, depuis 1996, par la création d'une Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades). Celle-ci aurait dû finir de rembourser en 2009 les 45 milliards d'euros de dette qui lui avaient été imputés lors de sa création.

Or, non seulement cela n'a pas eu lieu, mais son passif est aujourd'hui de 133 milliards d'euros, essentiellement emprunté sur les marchés financiers.

Leçon 3: vu la dégradation économique, les baisses de prestations sont loin de rééquilibrer un budget social au bord de l'explosion.